

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
11 novembre 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 25 octobre 2005, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent du Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès  
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le texte de la déclaration sur la situation au Togo que la présidence de l'Union européenne a publiée le 25 octobre 2005 au nom de l'Union (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Royaume-Uni  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Emyr **Jones Parry**



**Annexe à la lettre datée du 25 octobre 2005, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, espagnol et français]

**Déclaration sur la situation au Togo, publiée par la présidence  
de l'Union européenne le 25 octobre 2005 au nom de l'Union**

L'Union européenne a pris connaissance avec attention du rapport détaillé sur les violations récentes des droits de l'homme au Togo rédigé par la mission d'établissement des faits envoyée par le Haut Commissaire aux droits de l'homme. Les éléments contenus dans ce rapport confirment la gravité des exactions et des violences, qui ont fait de très nombreuses victimes et qui ont donné lieu à des actes inhumains et dégradants ainsi qu'à la destruction de biens, visant notamment certains des pays membres de l'Union européenne.

L'Union européenne réitère sa condamnation des actes de violence, d'où qu'ils viennent, et invite les autorités togolaises à traiter de façon approfondie et juste la question des droits de l'homme au Togo, dans le respect des engagements pris en 2004, en poursuivant les responsables de ces violences pour mettre fin à tout sentiment d'impunité. Ces éléments de justice contribueront à restaurer la confiance dans l'État de droit et à favoriser le retour des réfugiés, afin que le Togo puisse mettre en œuvre un processus sincère de réconciliation nationale.

Dans ce cadre, l'Union européenne renouvelle son appel à la mise en place d'un véritable dialogue qui associe l'ensemble des acteurs politiques du pays, avec une forme et un contenu clairs, qui permette d'établir un cadre électoral acceptable par tous. Elle note que si certains efforts ont déjà été faits, l'essentiel reste à venir.

Enfin, l'Union européenne rappelle qu'elle reste disposée à appuyer l'action du Gouvernement et du Président dans la mise en œuvre des 22 engagements, dans le respect de la décision du Conseil du 15 novembre 2004, et qu'elle encourage l'ensemble de forces politiques togolaises à agir pour que des mesures concrètes et courageuses soient prises dans ce sens.

La Bulgarie et la Roumanie, pays en voie d'adhésion, la Turquie et la Croatie\*, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine et la République de Moldavie, se rallient à la présente déclaration.

---

\* La Croatie continue à participer au processus de stabilisation et d'association.